Lettre ouverte

Je constate avec désarroi qu’une sollicitation visant à ouvrir des perspectives de solutions n’entraîne, en guise de réponse, qu’une déclaration "défensive"… sans solution.

Dans mon courrier d’alerte, j’avais détaillé factuellement le contexte pour permettre une vision claire de ce que nous traversons "ensemble". Or, si l’AJH connaît aujourd’hui une «crise sans précédent », demain, c’est l’ensemble du secteur social et médico-social qui en suivra le chemin.

Quelles que soient les orientations stratégiques prises par le passé, et quelles qu’aient été leurs conséquences sur la situation économique actuelle, un fait demeure : si les acteurs réunis aujourd’hui autour de la table visent réellement un objectif commun – l’intérêt des personnes accompagnées – alors nous devons peser que les décisions qui s’imposent à nous, ne pourront être surmontées que si nous y consacrons toute l’attention nécessaire.

La situation que traverse l’AJH est inédite dans notre secteur. Et l’actualité politique ne fait qu’aggraver le naufrage de l’action sociale et médico-sociale. D’un côté, les politiques publiques réduisent les budgets destinés aux établissements accueillant les plus vulnérables ; de l’autre, elles multiplient paradoxalement les lois et décrets en faveur de l’inclusion, du droit à la dignité, à la citoyenneté, aux soins, au logement… avec des enquêtes qualité HAS, des évaluations internes et externes, des codifications SERAFIN-PH souvent inadaptées aux réalités des accompagnements, et des logiciels qui chronomètrent les interventions auprès des personnes, réduisant chaque acte à un temps délimité.

La dérive est claire : encadrer l’accompagnement humain dans des espace-temps prédéfinis. Comme si un individu en pleine crise pouvait décider de limiter sa souffrance au temps imparti par SERAFIN-PH… Comme si l’humain s'uniformisait à une grille standardisée, alors même que l'on condamne l'absence de projets « individualisés ».

Mon alerte visait une diffusion élargie afin d’ouvrir un espace de réflexion et de soutien, dans cette quête de solutions en termes de temporalité et de conditions favorables à l’étude de tous les sujets qui nous préoccupent à l’AJH.

Cette alerte espérait aussi susciter une mobilisation partagée de tous les acteurs concernés, en interne et en externe.

Le dialogue social semble s’être perdu en chemin...

Le dialogue social ou l'objectif commun ?

Peut-être devons-nous plutôt regarder ce qu’est devenu notre secteur : un environnement délétère, abandonné par l’État, malmené par les régions et départements eux-mêmes sous-dotés, et que les directions et conseils d’administration tentent de maintenir à flot.

Les victimes collatérales ? Ceux dont on prétend vouloir défendre les droits mais que l'on finit par léser encore davantage : les personnes vulnérables dont l'accompagnement nous a été confié.

Parler de dégradation des conditions de travail, c’est parler de rendre impossible un quotidien professionnel déjà difficile : responsabilités, engagement, horaires, disponibilité, écoute, attention, concentration, polyvalence, créativité, guidance, apprentissages, échecs,  tâtonnements, expériences, soutien, réactivité, épuisement,... Dégrader les conditions d’accompagnement entraîne une spirale désormais bien connue : démissions, inaptitudes, ruptures conventionnelles, turn-over, recours à l’intérim ou aux CDD, postes vacants, et pénurie de candidats pour les CDI. Faute de sens, l’accompagnement se réduit à une gestion des urgences portée par des titulaires à bout de souffle. Piliers dans les services, ils assument les absences en déplaçant leurs horaires et/ou jours de travail à la demande, se plient aux disponibilités des remplaçants pour la pose de leurs congés, multiplient les responsabilités et culpabilisent face au manque de disponibilité et aux risques de négligences résultant des conditions qui leurs sont imposées.

Si l’on en venait à considérer ces professionnels comme responsables des manquements, alors ne nous étonnons pas de voir une désertification encore plus accrue du médico-social.

Les travailleurs sociaux continuent de porter les valeurs fondatrices de ce secteur. Les porter est une chose, devoir les fourvoyer, être complice de l'abandon politique dans notre quotidien auprès des usagers, en obéissant à l'assourdissement du gouvernement en est une autre.

C’est tout notre système social qui se perd en chemin.

Si nous partageons les mêmes valeurs et le même objectif, alors cette lettre ouverte devrait nous rassembler dans une seule et même direction : défendre les droits des personnes en situation de handicap.

Ne nous trompons pas d'adversaire !

Pour avoir les moyens d'agir, il faut que ce soit l'ensemble des acteurs qui se mobilise et revendique une justice sociale auprès de ceux qui détiennent les clés de répartition !

Le 17 septembre 2025,

Sylvie MARCHESE, Représentante Syndicale et Secrétaire Générale CGT de l’AJH